

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 24500/DEF/GEND/OE/INST

relative aux élèves et stagiaires militaires étrangers admis dans les écoles, centres d'instruction et formations de la gendarmerie nationale.

Du 22 septembre 1987

**CIRCULAIRE N° 24500/DEF/GEND/OE/INST relative aux élèves et stagiaires militaires étrangers
admis dans les écoles, centres d'instruction et formations de la gendarmerie nationale.**

Du 22 septembre 1987

NOR D E F G 8 7 5 6 0 3 3 C

Références :

Instruction interministérielle 401 /MA/CAB du 07 janvier 1966 (1).
Instruction 1101 /DEF/DSF/1/B du 21 avril 1987 (BOC, p. 2266).
Circulaire n° 3089/EMA/ORG/3/L/21 du 26 juillet 1965 (n.i. BO).
Décision n° 1599/EMA/ORG/3 du 21 avril 1966 (n.i. BO).

Pièce(s) Jointe(s) :

Huit modèles.
Deux annexes.

Modifié par :

1er modificatif du 12 juillet 1988 (BOC, p. 3487) NOR DEFG8856029C.
2e modificatif du 15 novembre 1989 (BOC, p. 5214) NOR DEFG8956056C.
3e modificatif du 2 juillet 1990 (BOC, p. 3349) NOR DEFG9056036C.

Textes abrogés :

Circulaire n° 8970/DEF/GEND/OE/INST du 30 mars 1984 (BOC, p. 2166).
Note-express n° 20300/DEF/GEND/OE/INST du 24 juillet 1985 (n.i. BO).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 779.2.4.

Référence de publication : BOC, p. 5719.

Les textes rappelés en références ont défini, sur le plan général des armées, les diverses mesures applicables aux élèves et stagiaires militaires étrangers admis dans les écoles et formations militaires françaises.

La présente circulaire a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'instruction, à la discipline et à l'administration des militaires étrangers admis à suivre des cours et stages organisés dans les écoles, centres d'instruction et corps de la gendarmerie.

1. INSTRUCTION ET DISCIPLINE.

11. Scolarité.

La date du début des cours et stages, leur durée et leur programme sont fixés par la direction générale de la gendarmerie nationale.

12. Notation.

(Modifié : 1er modif.)

121. Stages du cycle discontinu.

A l'issue de chaque stage effectué par des personnels étrangers dans les écoles, centres d'instruction et formations de la gendarmerie, les autorités responsables de l'organisation du stage adressent à la direction générale de la gendarmerie nationale (bureau de coopération et des relations extérieures de la gendarmerie) :

1. Un compte rendu global de stage pour tous les stagiaires, en deux exemplaires (modèle n° I joint).
2. Une feuille de notes, en sept exemplaires, pour chacun des stagiaires (modèle n° II joint) (2).

Il est précisé que, pour l'établissement des comptes rendus et feuilles de notes à faire parvenir à la direction générale de la gendarmerie nationale, les autorités responsables de l'organisation des stages doivent faire, à leur niveau, une synthèse d'ensemble de ces pièces afin d'en faciliter l'exploitation à l'échelon central.

La formulation des appréciations portées doit être faite avec le souci d'éviter tout ce qui pourrait être considéré comme portant atteinte à la dignité du stagiaire.

Aucune allusion relative à l'aptitude ou non à tenir un emploi d'officier ne doit figurer sur les feuilles de notes.

122. Stages du cycle continu.

Ces stages recouvrent les enseignements dispensés à l'école de formation et au cours supérieur de l'école des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN) ainsi que le cycle du brevet d'études militaires supérieures de la gendarmerie (3).

Le commandant des écoles adresse à la direction générale de la gendarmerie nationale (bureau de coopération et des relations extérieures de la gendarmerie) :

1. *Le 10 août de chaque année* et pour chacun des stagiaires :
 - une feuille de notes, en sept exemplaires (modèle n° II) ;
 - un relevé de notes, en sept exemplaires (modèle n° II a joint).
2. *Pour le 1er septembre de chaque année* un compte rendu d'instruction (modèle n° III joint) faisant la synthèse de l'année scolaire qui vient de se terminer.
3. *Pour le 10 octobre de chaque année* un compte rendu de rentrée scolaire (modèle n° IV joint).

13. Sanction des études.

(Modifié : 1er modif.)

Les élèves étrangers ayant satisfait aux examens de sortie ou aux conditions de scolarité se voient délivrer :

- par le commandant du centre d'enseignement supérieur de la gendarmerie le brevet ou diplôme sanctionnant normalement le stage qu'ils ont suivi (diplôme du brevet d'études militaires supérieures de gendarmerie imprimé N° 779*/02 joint et diplôme d'études supérieures de gendarmerie imprimé N° 779*/03 joint) ;
- par le commandant de l'école des officiers de la gendarmerie nationale un diplôme (diplôme de l'école des officiers de la gendarmerie nationale imprimé N° 779*/04 joint) sanctionnant les cours suivis soit à l'école de formation, soit au cours supérieur. Aucune mention relative à l'aptitude ou non à tenir un emploi d'officier ne doit figurer sur le diplôme ;

- par le commandant d'école ou le chef de corps un certificat de stage, lorsque la durée du stage est égale ou supérieure à 1 semaine et lorsqu'aucun titre n'est attribué à l'issue (certificat imprimé N° 779*/05 joint).

Nota. — Un exemplaire supplémentaire de ce brevet, diplôme ou certificat destiné à être inséré dans le dossier individuel du stagiaire, est joint aux feuilles de notes de l'intéressé et adressé pour la même date à la direction générale de la gendarmerie nationale (bureau de coopération et des relations extérieures de la gendarmerie).

14. Radiation en cours d'étude.

Les demandes de radiation des élèves et stagiaires à l'instruction dans les écoles, centres d'instruction et formations de la gendarmerie peuvent être formulées par les commandants d'école ou de formation pour les motifs suivants :

- inaptitude physique ;
- inaptitude à suivre le cours ;
- indiscipline ;
- faute grave contre la morale ou contre l'honneur.

Les décisions de radiation sont prononcées par la direction générale de la gendarmerie nationale selon la procédure ci-après :

- la direction générale de la gendarmerie nationale adresse un préavis motivé de radiation à la mission diplomatique française en vue d'informer le gouvernement étranger intéressé ;
- le chef de la mission diplomatique répond par un message ⁽⁴⁾ précisant que le gouvernement étranger a été avisé ;
- la direction générale de la gendarmerie nationale prend la décision de radiation ;
- le commandant des écoles ou le commandant de la formation d'accueil met le stagiaire en route vers son pays d'origine dès la réception du message émanant de la mission diplomatique française ;
- si le message de la mission diplomatique française propose une mesure de reclassement, la décision en incombe à la direction générale de la gendarmerie nationale ;
- le dossier de radiation est transmis directement à la mission diplomatique française par la direction générale de la gendarmerie nationale.

15. Discipline.

(Modifié : 1er modif.)

Les élèves et stagiaires étrangers sont soumis à la discipline et aux conditions de vie propres à chaque école ou formation militaire.

En cas d'absence non autorisée, de retard important, d'incident grave concernant des stagiaires étrangers et susceptible ou non de donner lieu à sanction disciplinaire, il est rendu compte immédiatement par message à la direction générale de la gendarmerie nationale, bureau de coopération et des relations extérieures de la gendarmerie.

16. Permissions.

Les élèves et stagiaires étrangers peuvent bénéficier, en cours d'étude, du régime de permissions accordé aux élèves français suivant le même cycle d'instruction.

Les permissions sont accordées par les commandants d'école ou de formation dans les mêmes conditions que pour les élèves français.

Toutefois les permissions à passer hors du territoire français sont délivrées dans les conditions suivantes :

161. Formalités préalables.

Toutes les permissions à destination d'un pays étranger, y compris celui d'origine des stagiaires concernés, doivent faire l'objet d'une autorisation écrite préalable du représentant diplomatique en France dont relèvent les stagiaires.

Il appartient aux intéressés de s'adresser directement à cette autorité et de présenter au commandant d'école ou de formation, en même temps que leur demande de permission, l'autorisation du représentant de leur pays.

162. Information des autorités concernées.

L'attribution à un ou plusieurs stagiaires étrangers d'une permission à passer hors de France est signalée par message conformément au modèle n° V joint.

Ce message doit impérativement être adressé dès que possible après la signature du titre de permission, de façon à permettre au destinataire de prendre les mesures qui lui incombent.

A l'issue de la permission tout retard de plus de 24 heures doit être signalé au même destinataire.

Nota. — Les dispositions applicables en cas de prolongation de séjour au titre d'une permission font l'objet de l'annexe I.

2. ADMINISTRATION.

21. Solde.

(Modifié : 1er modif.)

Les droits à la solde sont réglés directement par les gouvernements étrangers, soit par virement au compte courant postal ou bancaire ouvert par les stagiaires dès leur arrivée en France, soit par le canal de l'ambassade.

Il est rendu compte sans délai à la direction générale de la gendarmerie nationale, bureau de coopération et des relations extérieures de la gendarmerie, de toute difficulté d'ordre financier rencontrée par les stagiaires.

22. Alimentation et logement.

221. Elèves et stagiaires relevant du ministère des affaires étrangères, sous-direction de l'aide militaire.

Ils sont nourris et logés dans les mêmes conditions que les élèves français, de même grade, placés dans la même situation.

En ce qui concerne le centre d'enseignement supérieur de la gendarmerie et l'école des officiers de la gendarmerie nationale, par analogie avec les dispositions prises à l'égard des officiers élèves et élèves officiers français, les stagiaires étrangers sont admis sous le régime de l'externat. Toutefois, un certain nombre de chambres peuvent être mises à leur disposition. Dans ce dernier cas, l'hébergement donne lieu au règlement direct par les élèves ou stagiaires des prestations de chauffage, éclairage, douches, lavage des draps qui sont

fournis. Ces dépenses ne sont pas comprises dans le forfait « entretien » toujours calculé sur la base du régime de l'externat.

Les personnels militaires étrangers en stage dans les autres unités de la gendarmerie pourvoient à leur alimentation et à leur hébergement ; toutes facilités leur sont alors accordées afin de limiter ces dépenses (accès au mess, aide dans la recherche d'un logement...)

222. Elèves et stagiaires relevant du ministère de la coopération, mission militaire de coopération.

Ils ont droit à la prise en charge des frais d'alimentation et d'hébergement en milieu militaire. Les modalités d'application de cette mesure font l'objet d'un texte particulier (5).

23. Habillement.

231. Réalisation.

Les élèves et stagiaires étrangers portent leur uniforme national. Le renouvellement de cette tenue est à la charge de l'Etat d'origine. Il peut également leur être prêté ou cédé pour la durée des cours et stages par les écoles ou autres formations dans lesquelles ils séjournent :

- des effets spéciaux nécessaires à l'instruction ;
- des effets spécifiques composant la tenue française et dont le port est éventuellement rendu nécessaire par les besoins de l'instruction ou les conditions climatiques du moment.

Les dispositions relatives à l'habillement des militaires étrangers en stage en France font l'objet d'un texte particulier (6).

Les stagiaires étrangers peuvent en outre acheter dans les mêmes conditions que les personnels français de grade correspondant certains effets d'habillement.

232. Entretien.

Les dépenses d'entretien (nettoyage, remise en état, etc.) faisant suite à la restitution des effets sont imputables à la masse du corps.

24. Modalités d'acheminement à l'arrivée en France.

241. Accueil.

Les stagiaires sont accueillis à leur arrivée en France par des militaires de la gendarmerie dans la seule mesure où :

- ils en ont expressément formulé la demande par l'intermédiaire du représentant diplomatique français en poste dans le pays concerné (chef de la mission militaire, attaché ou conseiller militaire français à l'étranger) ;
- les renseignements nécessaires ont été adressés au commandant de la formation chargée de l'accueil (7).

A) Stagiaires devant rejoindre une école ou formation de la région parisienne.

L'accueil à l'aéroport d'arrivée ainsi que la présentation au district de transit de Paris (*DTP*), Fort-Neuf de Vincennes, BP 117, 94300 Vincennes (8) sont organisés par le commandement concerné (notamment le commandant de la 1^{re} région de gendarmerie, le commandant des écoles ou le commandant du centre technique de la gendarmerie nationale...).

B) Stagiaires débarquant dans un aéroport de la région parisienne et devant rejoindre une école ou formation de province.

L'accueil à l'aéroport d'arrivée, la présentation au *DTP*, l'hébergement éventuel et la mise en route vers l'unité de province sont assurés dans tous les cas par le commandement des écoles de la gendarmerie.

L'accueil à l'arrivée dans la localité d'implantation de l'unité d'organisation du stage est assuré par les soins du commandant de formation ; les renseignements nécessaires (moyen de transport utilisé, heure et lieu d'arrivée) lui sont adressés directement par les soins de l'unité ayant assuré le transit en région parisienne.

C) Stagiaires débarquant dans un port ou un aéroport de province. (9)

L'accueil au port s'ils ont voyagé par voie maritime, ou à l'agence urbaine de la compagnie aérienne s'ils ont voyagé par avion ainsi que la présentation à la base de transit interarmées sont organisés par les commandements dont dépendent les unités d'accueil.

242. Formalités administratives.

Les organismes de transit remettent le cas échéant aux intéressés :

- un ordre de mission valable pour rejoindre l'unité d'accueil ;
- le billet de transport (par voie normale), ou à défaut la somme correspondant au prix du billet ;
- le montant des frais d'enregistrement des bagages dans la limite d'un poids total de 40 kg lorsque les bagages ne peuvent être considérés comme des colis à main ;
- le montant des indemnités de déplacement calculées dans les mêmes conditions que pour les militaires français de même grade.

La régularisation de ces prestations est éventuellement effectuée, à l'arrivée, par l'école des officiers de la gendarmerie nationale ou le corps de gendarmerie de destination.

Ces dépenses sont imputées au budget « gendarmerie » (chapitre 34-44, article 10, hors budget de fonctionnement).

L'arrivée des stagiaires à l'unité d'accueil est signalée par message conformément au modèle n° VI joint.

Ce message est à adresser le jour du début du stage. Il est ensuite rendu compte, au fur et à mesure, par message complémentaire, de l'arrivée d'éventuels retardataires.

25. Modalités d'acheminement vers le pays d'origine.

Pour le retour, les dispositions inverses sont prises par l'école des officiers de la gendarmerie nationale, le centre d'instruction ou le corps concerné en vue d'acheminer les stagiaires sur les organismes de transit pour procéder à leur embarquement vers le pays d'origine. A cet effet, le commandant d'école ou de formation se met en rapport, suffisamment à l'avance ⁽¹⁰⁾ et ⁽¹¹⁾, avec l'organisme de transit intéressé qui procède éventuellement à la régularisation des droits à indemnités de déplacement.

Certains stagiaires reçoivent directement de leur gouvernement le billet de retour, par voie aérienne, vers leur pays d'origine ; il convient dès lors de s'assurer, dès l'arrivée des intéressés, que ceux-ci sont en possession de cette pièce.

Les stagiaires désireux d'utiliser la voie maritime pour ramener un véhicule automobile et ne pouvant être embarqués dans les jours qui suivent immédiatement leur formation seront remis à la disposition de leur ambassade. Le rapatriement programmé par la base de transit interarmées de Marseille reste, dans les

conditions habituelles, à la charge du ministère des affaires étrangères.

A l'issue de la période d'instruction, la mise en route sur leur pays d'origine des élèves et stagiaires étrangers est signalée par message conformément au modèle n° VII joint. Ce message est à adresser dès que tous les stagiaires, ne bénéficiant pas à un titre quelconque d'une prolongation de séjour, ont été mis en route à destination de leur pays d'origine. Il est rendu compte simultanément de la situation des stagiaires dont le séjour est prolongé. La mise en route de ces derniers sur leur pays d'origine est signalée par message complémentaire.

Nota.

Les dispositions applicables en cas de prolongation du séjour au titre d'une permission ou pour raison médicale font l'objet de l'annexe 1.

26. Dispositions concernant les bagages personnels acheminés par voie aérienne ou maritime.

Il est indiqué que les droits des élèves et stagiaires étrangers, en matière de prise en charge du transport des bagages, sont limités à 40 kg (20 kg pour les stagiaires détenteurs du billet retour). Les excédents éventuels restent à la charge des intéressés.

La prime de la police d'assurance maritime pour les bagages, à l'aller ou au retour, est acquittée directement par les stagiaires et son montant éventuellement remboursé par les services compétents de l'armée nationale intéressée.

27. Transports et déplacements en cours de stage.

(Modifié : 1er modif.)

271. Les élèves ou stagiaires étrangers, quelle que soit leur nationalité, ne peuvent, sauf directives contraires de la direction générale de la gendarmerie nationale, prétendre aux indemnités de déplacement temporaire ⁽¹²⁾ (mission, tournée ou stage) pendant la durée de leur séjour en France. La couverture des sujétions particulières à ces personnels incombe aux Etats dont ils sont originaires.

272. Les stagiaires étrangers appelés à effectuer des déplacements en France, à l'occasion du passage d'une unité d'instruction à une autre pour y poursuivre leur formation, ou à l'intérieur d'un même corps, dans les conditions de lieu et de durée telles que des droits à indemnités de déplacement soient ouverts, perçoivent les frais de transport et indemnités de déplacement temporaire alloués dans les mêmes circonstances qu'aux personnels de grade correspondant de la gendarmerie.

Les élèves et stagiaires étrangers ne sont pas dotés de la carte de circulation sur les chemins de fer et voyagent au tarif plein (1^{re} classe pour les officiers, 2^e classe pour les sous-officiers, sauf billets collectifs ou trains militaires spéciaux). En conséquence, les frais de transport sont réglés sur la base de la dépense réelle (y compris le cas échéant, les frais d'enregistrement des bagages dans la limite de 40 kg). Il appartient à la formation qui procède à la mise en route des stagiaires de leur remettre les billets correspondants au trajet le plus direct entre la gare de l'embarquement et l'organisme de transit intéressé.

273. L'école ou le corps de gendarmerie point d'origine du déplacement établit et remet une feuille de déplacement modèle 11 *bis* qui est liquidée et payée par l'unité élémentaire. La dépense est à imputer au budget de la gendarmerie conformément aux dispositions d'un texte particulier ⁽¹³⁾.

Lors de déplacement à l'intérieur d'un même corps, une ou plusieurs feuilles de déplacement modèle 11 *bis* sont, s'il y a lieu, établies et régularisées selon les modalités indiquées ci-dessus.

28. Santé, indisponibilités pour cause de maladie ou d'accident.

Les stagiaires étrangers doivent subir dès leur arrivée en France les examens médicaux réglementaires.

L'école ou la formation qui reçoit la première le stagiaire, aussitôt après son entrée sur le territoire métropolitain, est chargée d'organiser cet examen en liaison avec les autorités médicales militaires.

Dans le cas où est diagnostiquée une affection contre-indiquant l'instruction à dispenser, les commandants d'école ou de formation en rendent compte immédiatement par message à la direction générale de la gendarmerie nationale sous référence du présent timbre et proposent éventuellement une orientation nouvelle compatible avec l'incapacité physique présentée.

Si une dérogation à certaines normes d'aptitude physique peut être envisagée, il y a lieu de le mentionner sur le compte rendu.

Les commandants d'école ou de formation signalent dans les meilleurs délais toute hospitalisation d'un stagiaire étranger ⁽¹⁴⁾. Un premier message « hospitalisation stagiaire étranger », adressé, dans les quarante-huit heures au plus tard, aux mêmes destinataires que ceux des messages arrivée ou départ (voir modèles n° VI et n° VII), indique les nom, grade et nationalité du stagiaire, le cours ou stage suivi, la date précise, le lieu, la durée prévisible de l'hospitalisation ainsi que la nature de l'affection ⁽¹⁵⁾ qui en est la cause.

Les transferts éventuels d'un lieu d'hospitalisation à un autre font l'objet de messages complémentaires.

Un message « fin d'hospitalisation stagiaire étranger », prenant en référence le message initial et les éventuels messages complémentaires, signale la date précise du retour du stagiaire dans son école ou formation d'origine.

Dans le cas où l'hospitalisation est susceptible d'entraîner un report du départ du stagiaire pour son pays, l'organisme de transit intéressé est rendu destinataire du message d'hospitalisation.

Nota. — Les dispositions applicables en cas de prolongation de séjour pour raison médicale font l'objet de l'annexe I.

29. Sécurité sociale.

(Nouvelle rédaction : 2e modif.)

291. Stagiaires issus de la communauté économique européenne.

Ces militaires sont, en application des règlements communautaires affiliés de plein droit au régime général français de sécurité sociale. L'école ou formation de gendarmerie dispensant l'enseignement procède à leur inscription et, le cas échéant, à celle de leur famille ⁽¹⁶⁾, auprès de la caisse primaire locale de sécurité sociale. Les prestations sont servies par cette caisse sur production par le stagiaire d'un formulaire E106 délivré par l'organisme de sécurité sociale dont il relève dans son pays d'origine.

292. Stagiaires non issus de la communauté économique européenne.

Ces stagiaires sont affiliés par les soins des écoles et formations de gendarmerie à la caisse nationale militaire de sécurité sociale dans les mêmes conditions que les militaires français. Ils bénéficient, à ce titre, en cas de maladie, des prestations attachées à ce régime. Le montant des cotisations est inclus dans le forfait « entretien » par les soins de la direction générale de la gendarmerie nationale.

Les familles des stagiaires ⁽¹⁶⁾ peuvent bénéficier des prestations (maladie et maternité) de la caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS).

30. Divers.

301. Réglementation sur le séjour en France des stagiaires militaires étrangers.

Les militaires étrangers stagiaires dans les armées françaises sont soumis à la réglementation générale relative aux ressortissants étrangers.

Les commandants d'école, de centre d'instruction ou de formation doivent, dès l'arrivée des stagiaires, vérifier leur situation et provoquer le cas échéant la régularisation de celle-ci.

302. Réglementation sur la venue en France et le séjour des familles des stagiaires militaires étrangers.

Les stagiaires militaires étrangers qui désirent obtenir l'autorisation de faire venir en France leur famille doivent adresser leur demande aux autorités hiérarchiques de leur pays. Le dossier est ensuite transmis, par le représentant diplomatique français (chef de la mission militaire, attaché ou conseiller militaire français à l'étranger) dans le pays concerné, à la direction générale de la gendarmerie nationale.

Au cas où le stagiaire se trouve déjà en France, la demande de séjour pour la famille, accompagnée de l'autorisation de l'attaché militaire de son pays en France est transmise à la direction générale de la gendarmerie nationale, pour approbation, avec les avis des autorités hiérarchiques françaises dont dépend le stagiaire.

En ce qui concerne leur séjour en France, les familles sont soumises à la réglementation générale relative aux ressortissants étrangers.

303. Conduite des véhicules militaires français par des stagiaires militaires étrangers.

Les stagiaires militaires étrangers, titulaires de leur permis de conduire militaire national, peuvent être autorisés par le commandant d'école (ou centre d'instruction) et les chefs de corps de gendarmerie à conduire des véhicules de l'arme. Toutefois les autorisations doivent se limiter, d'une part aux besoins stricts du service, d'autre part, aux catégories de véhicules pour lesquelles le permis étranger est valable.

304. Dommages causés aux tiers par des stagiaires militaires étrangers.

Il est rappelé qu'aux termes de l'article 23 de l'instruction interministérielle citée en référence, les dommages causés par les élèves et stagiaires étrangers au cours du service sont supportés par l'Etat français comme s'ils étaient imputables à des militaires français sauf action éventuelle contre l'Etat étranger en cas de faute personnelle.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le général de corps d'armée, major général de la gendarmerie,

WAUTRIN.

(1) BOC/SC, p. 97

(2) Cette feuille de notes n'est pas établie pour les stages ou visites dont la durée est inférieure à une semaine.

(3) Les stagiaires qui suivent le cycle de BEMSG et de l'école de formation font l'objet d'une notation annuelle.

- (4) Dont le commandant d'école ou de formation est rendu destinataire.
- (5) Circulaire relative à la prise en charge des frais d'alimentation et d'hébergement en milieu militaire de certains élèves et stagiaires étrangers.
- (6) Circulaire relative à l'habillement des élèves et stagiaires étrangers admis dans les écoles et centres d'instruction de la gendarmerie.
- (7) Des prescriptions sont données en ce sens aux futurs stagiaires dans les notices d'organisation des stages qui leur sont adressées avant leur venue en France.
- (8) Tél. : 49.57.32.00.
- (9) Notamment Nice ou Marseille-Marignane pour les stagiaires devant rejoindre le centre d'instruction nautique de la gendarmerie (CING) d'Antibes ou le centre d'instruction de la gendarmerie maritime (CIGM) de Toulon.
- (10) a) Dès l'arrivée du stagiaire (stages d'une durée inférieure à 2 mois), 2 mois avant la date de fin des cours (autres stages).
b) En adressant éventuellement au DISTRANSIT les billets de transport à faire à nouveau valider (cas d'un départ à destination de l'Algérie, du Maroc, du Tchad ou du Moyen-Orient).
La direction générale de la gendarmerie nationale, bureau de coopération et des relations extérieures de la gendarmerie, est rendue destinataire des correspondances échangées.
- (11) Dans le cas de mise en route d'un maître de chien accompagné de son chien, indiquer les numéro matricule, nom, race et poids de l'animal.
- (12) A l'exception de celles qui sont mentionnées aux paragraphes 272 et 273 ci-dessous.
- (13) Circulaire relative au coût des stages organisés au profit des militaires étrangers dans les écoles, centres d'instruction, corps et autres formations de gendarmerie (class. : 93.04).
- (14) Ne concerne pas les exemptions de service totales ou partielles (sport, activités extérieures, combat, marches, etc.) n'ayant pas entraîné hospitalisation.
- (15) Blessure, maladie ou intervention chirurgicale.
- (16) Les modalités de venue des familles font l'objet du paragraphe 302.

MODELE N° I.

(Modifié : 1er modif.).

Figure 1. COMPTE RENDU.

Commandement

A , le

COMPTE RENDU.

N

relatif au stage effectué
pendant la période du au
par :
(grade, nom, prénoms, arme ou service, nationalité de chaque stagiaire).

I. Aptitudes générales :

- niveau intellectuel, linguistique, physique;
- état de santé (fréquence des consultations et des hospitalisations).

II. Comportement :

- pendant le service et en dehors du service, vis-à-vis du commandement, des instructeurs, des autres stagiaires (français et étrangers);
- discipline (punitions graves encourues), moralité, tenue.

III. Conditions de vie :

- alimentation, hébergement, ressources;
- problèmes administratifs.

IV. Résultats obtenus : appréciations succinctes, classement éventuel (préciser les pays des meilleurs stagiaires et ceux des moins bons du point de vue aptitude, lorsque le stage a été suivi par des personnels de plusieurs nationalités).

V. Conclusion :

- profit tiré de l'enseignement;
- suggestions tendant à améliorer la formation.

Le
Commandant

Destinataire :

**Direction générale
de la gendarmerie nationale.**

Sous-direction organisation emploi.

Cabinet. Bureau de coopération
et des relations extérieures
de la gendarmerie.

MODELE N° II.

Figure 2. FEUILLE DE NOTES.

Commandement

FEUILLE DE NOTES.

Concernant :

Le (grade, nom, prénoms)

Nationalité :

ayant effectué (dénomination du stage) :

à (désignation de l'école, du centre d'instruction ou de la formation) :

pendant la période du au

I. Aptitudes et qualités générales :

II. Connaissances techniques sur le service de la gendarmerie :

III. Travail fourni et résultats obtenus (pour un stage de formation) :

ou

Intérêt porté au stage (pour un stage d'information) :

IV. Appréciations d'ensemble :

A , le

19

Le

Commandant

MODELE N° II a.

Figure 3. RELEVÉ DE NOTES

RELEVÉ DE NOTES

obtenues par : (grade, nom, prénoms)

ayant suivi : (— le cours supérieur) ;

(— l'école de formation) du au

Matières.	Notes	Coeff	Total des points.
1. EPREUVES ECOL.			
Liste des épreuves notées (contrôle continu des connaissances)			
2. NOTE D'APTITUDE GÉNÉRALE.			

Total général :

Moyenne générale :

Classement particulier :

sur

5

MODÈLE N° III. COMPTE RENDU ANNUEL D'INSTRUCTION.

Ce compte rendu concerne l'année scolaire écoulée.

Il comprend :

- un rapport sur l'aptitude, le comportement, les conditions de vie des élèves et stagiaires étrangers, les résultats obtenus ;
- un tableau de situation numérique.

1. PLAN DU RAPPORT.

I. Aptitudes générales :

- niveaux intellectuel, linguistique, physique ;
- état de santé (fréquence des consultations et des hospitalisations).

II. Comportement :

- pendant le service et en dehors du service, vis-à-vis du commandement, des instructeurs, des autres stagiaires (français et étrangers) ;
- discipline (punitions graves encourues), moralité, tenue.

III. Conditions de vie :

- alimentation, hébergement, ressources ;

Figure 5. COMPTE RENDU DE RENTREE SCOLAIRE.

COMPTE RENDU DE RENTREE SCOLAIRE.

Elevés et stagiaires militaires étrangers présents dans les écoles
de la gendarmerie pour les stages du cycle continu 19...19...

Pays (1)	Cycle continu 19...19...						Total par pays.	Observations
	EMS.			Ecoles de formation et d'application				
	HEMSG.		DESG.	Cours supérieur	Ecole de formation.			
	1 ^{re} année.	2 ^e année.			1 ^{re} année.	2 ^e année.		
Sous total.....								
Total								
(1) Ne fait figurer, par ordre alphabétique, que les pays concernés.								

Renseignements complémentaires.

- 1^{er} Nombre, par Etat, de stagiaires étrangers arrivés dans les écoles après la date fixée pour la rentrée scolaire.
- 2^e Nombre, par Etat, de stagiaires étrangers n'ayant pas rejoint les écoles à la date d'établissement du compte rendu de rentrée scolaire.
- 3^e Difficultés rencontrées le cas échéant.

MODÈLE DE MESSAGE N° V.

(Modifié : 1er modif.).

Figure 6. PERMISSION HORS DE FRANCE DE STAGIAIRES ETRANGERS.

PERMISSION HORS DE FRANCE DE STAGIAIRES ETRANGERS.

MESSAGE		GROUPE DATE HEURE D'APPREHENSION	
		Toujours : renseignements généraux (1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)	
RESERVE AUX TRANSMISSIONS AU-DESSUS DE CETTE LIGNE		<input type="checkbox"/> SECRET DEFENSE <input type="checkbox"/> CONFIDENTIEL DEFENSE <input type="checkbox"/> DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/> NON PROTEGE <input type="checkbox"/> L'emploi en la double signification est autorisée <input type="checkbox"/> URGENT <input type="checkbox"/> ROUTINE	
FM	AUTORITE D'ORIGINE (1)	NOMINAL	INSTRUMENTS ENVOIES
TO (2)	DESTINATAIRES POUR ACTION (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)	INFO (1)	DESTINATAIRES POUR INFORMATION (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)
BT MCA : STAGES GEND. OAJ : PERMISSION HORS DE FRANCE STAGIAIRES ETRANGERS. REF : C.M. N° 24.500 DET, GEND, O.E. INST. DU 22 SEPTEMBRE 1987 TXT PRIMO : PERMISSION(S) VALABLE(S) DU AU (2) A (ONT) ETE ACCORDEES MILITAIRES(S) SUIVANT(S) EN STAGE (3) INCLUS ORGA- NISE (4) ALPHA : (5) (6) EN POSSESSION AUTORISATION (7) DESTINATION (8) BRAVO : — idem — SECUNDO : — idem — BT (1) Autorité responsable de l'organisation du stage. (2) Date de début et de fin de permission(s) - Un paragraphe par période différente. (3) Appellation du stage ou du cycle d'enseignement, conforme à celle indiquée sur les D.M. d'organisation. (4) Unité d'accueil. (5) Grade, nom, prénom, nationalité. (6) Références de l'autorisation. (7) Pays de destination. Le cas échéant, mettre « pays d'origine ».			
NOM et signature du responsable	Signature	VISAGE	SIGNATURE ET CACHET DE L'AUTORITE
VISA DU CHEF DE SERVICE			

(1) Réviser aux transmissions

MODÈLE DE MESSAGE N° VI.

(Modifié : 1er modif.).

Figure 7. ARRIVEE DE STAGIAIRES ETRANGERS.

ARRIVEE DE STAGIAIRES ETRANGERS.

MESSAGE		GROUPE DATE - HEURE D'APPROBATION	
		TITRE (indiquer date, période, origine, durée)	
		<input type="checkbox"/> SECRET DEFENSE <input type="checkbox"/> COMMANDES <input type="checkbox"/> DEFENSE <input type="checkbox"/> REFUSION <input type="checkbox"/> RESTREINT <input type="checkbox"/> NON PROTEGE	<input type="checkbox"/> L'APPREHENSION <input type="checkbox"/> L'APPREHENSION <input type="checkbox"/> L'APPREHENSION <input type="checkbox"/> L'APPREHENSION <input type="checkbox"/> L'APPREHENSION
RESERVE AUX TRANSMISSIONS AU DESSUS DE CETTE LIGNE			
FM	AUTORITE D'ORIGINE (1)	NOMINAL BASE (GAMME)	INSTRUCTIONS SPECIQUES
TO (2)	DESTINATAIRES POUR ACTION (Sous réserve de la ligne 1)	INFO (3)	DESTINATAIRES POUR INFORMATION (Sous réserve de la ligne 1)
	GENDARMERIE PARIS (POUR CRE ET BEB)		ARMES PARIS (Général RE5) MINAFETRAN PARIS (Intéresse SAM) (2) MINCOOP MEMIL PARIS (2)
BT			
MCA : STAGES/CEND.			
OBJ : ARRIVEE DE STAGIAIRES ETRANGERS.			
REF : C.M. NMR 24.900 DEF/CEND-O.E. INST. DU 22 SEPTEMBRE 1987.			
TXT			
PRIMO : MILITAIRES ETRANGERS SUIVANTS, DESIGNES POUR STAGE SONT PRESENTS CE JOUR (4) A (5)			
ALPHA : (6) (7)			
BRAVO : (6) (7)			
SECUNDO : STAGIAIRES N'AYANT PAS REJOINT.			
ALPHA : (6) (7)			
BRAVO : (6) (7)			
NOM et signature du relateur	Signature	VRAS (GAMME)	SIGNATURE ET CACHET DE L'AUTORITE
VISA DU CHIEF DE SERVICE			

(1) Réviser aux transmissions

Suite du MESSAGE N°	Page n°
(1) Autorité responsable de l'organisation du stage.	
(2) MINAFETRAN : Ministère des affaires étrangères - Sous-direction de l'aide militaire (SAM). MINCOOP MISMIL : Ministère de la coopération - Mission militaire de coopération (COOP). Servir l'un ou l'autre, ou les deux, selon la nationalité des stagiaires. La répartition des pays en fonction du département ministériel dont ils relèvent figure en annexe II ci-après.	
(3) Appellation du stage, conforme à celle indiquée sur les D.M. d'organisation.	
(4) Date.	
(5) Unité d'accueil.	
(6) Pays d'origine des stagiaires --- un alinéa par pays.	
(7) Grade et identité des stagiaires.	

MODÈLE DE MESSAGE N° VII.

(Modifiée : 1er modif.)

Figure 8. DEPART DE STAGIAIRES ETRANGERS.

DEPART DE STAGIAIRES ETRANGERS.

MESSAGE		GROUPE DATE - HEURE D'APPRECIATION	
<p>Toutefois, circulation prioritaire urgente, si elle est</p>		<p>1. IMPRIMERIE DE LA SEULE URGENCE DES RECEPTIONS</p>	
<p>RESERVE AUX TRANSMISSIONS AU DESSUS DE CETTE LIGNE</p>		<p>2. IMPRIMERIE DE LA SEULE URGENCE DES RECEPTIONS</p>	
<p>FM</p>		<p>INFORMATION</p>	
<p>TO (1)</p>		<p>INFO (1)</p>	
<p>DESTINATAIRES POUR ACTION (à ne pas adresser par signal)</p>		<p>DESTINATAIRES POUR INFORMATION (à ne pas adresser par signal)</p>	
<p>GENDARMERIE PARIS (POUR CRE ET BEB)</p>		<p>ARMEEES PARIS (intéresse RE S) MINISTRE PARIS (intéresse SAM) (2) MINICOOP NISMES PARIS (2)</p>	
<p>BT MCA : STAGES GEND.</p>			
<p>OW : DEPART DE STAGIAIRES ETRANGERS.</p>			
<p>REF : (3)</p>			
<p>TAT</p>			
<p>PRIMO : MILITAIRES ETRANGERS SUIVANTS, DESIGNES POUR STAGE (4) ONT QUITTE CE JOUR (5) (6) A DESTINATION LEUR PAYS D'ORIGINE</p>			
<p>ALPHA : (7) (8)</p>			
<p>BRAVO : (7) (8)</p>			
<p>SECUNDO : AUTRES DESTINATIONS</p>			
<p>ALPHA : (7) (8)</p>			
<p>destination (9)</p>			
<p>NOM et signature du mandataire</p>		<p>SIGNATURE ET CACHET DE L'AUTORITE</p>	
<p>VISA DU CHEF DE SERVICE</p>		<p>VISAS (10)</p>	

(1) Répondre aux signaux

Suite du MESSAGE N°	Page n°
(1) Autorité responsable de l'organisation du stage	
(2) MINAFRETAN : Ministère des affaires étrangères — Sous-direction de l'aide militaire (SAM).	
MINCOOP MISMIL : Ministère de la coopération — Mission militaire de coopération (MCOOP).	
Servir l'un ou l'autre, ou les deux, selon la nationalité des stagiaires. La répartition des pays en fonction du département ministériel dont ils relèvent figure en annexe II ci-après.	
(3) Message(s) arrivés correspondants.	
(4) Appellation du stage, conforme à celle indiquée sur les D.M. d'organisations.	
(5) Date.	
(6) Unité d'accueil.	
(7) Pays d'origine des stagiaires — un alinéa par pays.	
(8) Grade et identité des stagiaires.	
(9) Destination et motif du non-retour dans le pays d'origine :	
Ex. : — admission à un autre stage dans une unité de gendarmerie ou d'une autre armée.	
— prolongation du séjour pour raison médicale (cf. annexe I ci-après) — rappeler dans ce cas, la référence du texte correspondant de la direction générale de la gendarmerie nationale fixant les dispositions administratives et financières applicables.	
— prolongation de séjour au titre d'une permission (cf. annexe I ci-après).	

ANNEXE I.
**PROLONGATION DU SÉJOUR EN FRANCE DE STAGIAIRES ÉTRANGERS À L'ISSUE DE
LEUR FORMATION, DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES.**

(Modifiée : 1er modif.)

1. PROLONGATION AU TITRE D'UNE PERMISSION.

Au cas où un stagiaire étranger demanderait à prolonger son séjour pour raison personnelle, la demande de mise en route sera adressée au district de transit compétent après vérification de la conformité de la situation du stagiaire avec les règlements relatifs au séjour des étrangers en France.

L'intéressé sera en outre avisé :

- que son administration par les armées françaises, ainsi que les dispositions concernant son hébergement et son alimentation, prendront fin à la date de clôture du stage ;
- qu'il sera toutefois tenu de se conformer aux directives de l'organisme de transit pour ce qui concerne sa mise en route vers son pays d'origine à l'issue de son séjour sur le territoire français ;
- qu'il lui appartient de régulariser, le cas échéant, sa position administrative vis-à-vis des autorités hiérarchiques et diplomatiques de son pays.

Il sera rendu compte de ce report de mise en route conformément au modèle de message n° VII.

2. PROLONGATION POUR RAISON MÉDICALE.

Dès qu'il est informé que la mise en route d'un stagiaire étranger est susceptible d'être reportée pour raison médicale, le commandant de l'unité d'accueil en rend compte à la direction générale de la gendarmerie nationale, bureau de coopération et des relations extérieures de la gendarmerie et en avise le district de transit, au cas où la demande de mise en route aurait déjà été adressée à cet organisme.

Après consultation du département ministériel concerné (cf. ANNEXE II ci-après) la direction générale de la gendarmerie nationale prendra toutes dispositions utiles pour régler la situation de ce stagiaire.

Il sera rendu compte du report effectif de la mise en route conformément au modèle de message n° VII.

ANNEXE II.
**RÉPARTITION DES PAYS ÉTRANGERS SELON LE DÉPARTEMENT MINISTÉRIEL
FRANÇAIS DONT ILS RELEVENT POUR LA GESTION DE LEURS STAGIAIRES MILITAIRES.**

(Modifiée : 1er modif.)

Pays.	COOP (C) ou SAM (S).	Pays.	COOP (C) ou SAM (S).
Afrique du Sud	S	Irak	S
Algérie	S	Iran	S
RFA	S	Israël	S
Arabie Saoudite	S	Italie	S
Argentine	S	Japon	S
Australie	S	Jordanie	S
Autriche	S	Kenya	S
Belgique	S	Liban	S
Bénin	C	Luxembourg	S
Brésil	S	Madagascar	C
Bulgarie	S	Maroc	S
Burkina (Haute-Volta)	C	Mauritanie	C
Burundi	C	Mexique	S
Cameroun	C	Mali	C
Canada	S	Niger	C
Centrafrique	C	Norvège	S
Chili	S	Pakistan	S
Chine	S	Pays-Bas	S
Colombie	S	Pérou	S
Comores	C	Philippines	S
Congo	C	Pologne	S
Corée	S	Portugal	S
Côte-d'Ivoire	C	Qatar	S
Danemark	S	Roumanie	S
Djibouti	C	Rwanda	C

Egypte	S	Sénégal	C
Emirats arabes unis	S	Soudan	S
Equateur	S	Suède	S
Espagne	S	Suisse	S
Etats-Unis d'Amérique	S	Syrie	S
Ethiopie	S	Tchad	C
Finlande	S	Tchécoslovaquie	S
Gabon	C	Thaïlande	S
Grande-Bretagne	S	Tunisie	S
Grèce	S	Turquie	S
Guinée	C	Togo	C
Haïti	C	Uruguay	S
Ile Maurice	C	Venezuela	S
Inde	S	Yougoslavie	S
Indonésie	S	Zaire	C

REPUBLIQUE FRANÇAISE

GENDARMERIE



NATIONALE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

BREVET D'ÉTUDES MILITAIRES SUPÉRIEURES DE GENDARMERIE

*Le Brevet d'Etudes Militaires Supérieures de la Gendarmerie est accordé
au
de la promotion
à compter du*

Fait à

le

Le

651.6.020

Format 21 × 29,7.

Circulaire n° 24500/DEF/GEND/
OE/INST du 22 septembre 1987.

Imprimé n° 779*/02.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

GENDARMERIE



NATIONALE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

DIPLOME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE GENDARMERIE

*Le Diplôme d'Etudes Supérieures de la Gendarmerie est accordé
au
de la promotion
à compter du*

Fait à
Le

le

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

GENDARMERIE

NATIONALE

**DIPLOME D'ÉTUDES
DE L'ÉCOLE DES OFFICIERS
DE LA GENDARMERIE NATIONALE**

M.
de
a effectué du
un stage

au

19

A
Le

le

19

Commandant

REPUBLIQUE FRANCAISE

GENDARMERIE



NATIONALE

MINISTRE DE LA DEFENSE

CERTIFICAT

M.
de
a effectué du
un stage

au

19

A
Le

, le

19
Commandant